



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 19 décembre 2024

Nos réf : DREAL/2025D/885

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 mai 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JDS ALLIANCE

7, avenue Charles Peyrou
64400 Oloron-Sainte-Marie

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 21 mai 2024, de l'établissement exploité par la société JDS ALLIANCE et implanté au 7 avenue Charles Peyrou sur le territoire de la commune d'Oloron-Sainte-Marie (64400). L'inspection a été annoncée le 30 avril 2024. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une opération coup de poing régionale relative aux risques incendies dans les installations de tri et regroupement de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

JDS ALLIANCE
7, avenue Charles Peyrou - Oloron-Sainte-Marie
Code AIOT dans GUN : 0005211118
Régime : Déclaration avec Contrôle périodique
Seveso / IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- dispositifs de prévention des accidents,
- dispositifs de rétention des eaux de ruissellement générées lors d'une situation accidentelle.

Présentation de la société

La société JDS ALLIANCE, dont le siège social est situé au 5 rue de la Becelle à Bannost-Villegagnon (77970), exploite une plateforme de regroupement et de tri de déchets et une déchetterie professionnelle, sise au 7 avenue Charles Peyrou sur la commune d'Oloron-Sainte-Marie.



Vue aérienne du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois, positionnement sur la situation administrative
2	Extincteurs Plan	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois, réévaluation du nombre d'extincteurs, repositionnement de l'extincteur de la zone de tri et mise à jour du plan des installations
6	Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois, contrôle de l'ensemble des extincteurs du site
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois, transmission du rapport 2024
8	Mise à la terre des équipements	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 2.6	Demande d'action corrective	3 mois, contrôle de la mise à la terre de la cuve métallique de gasoil
9	Capacité et obturation des réseaux	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 2.9	Demande d'action corrective	3 mois, production de la note de calcul de besoin en rétention et de la consigne relative aux dispositifs d'obturation des réseaux

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Point d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	/
4	Réserve de sable	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	/
5	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié Annexe I - Article 4.1	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 21 mai 2024 a permis de constater que l'exploitant doit :

- se positionner sur la situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées en précisant notamment les quantités, surfaces ou volumes relatifs à chaque rubrique,

- réévaluer la quantité d'extincteurs nécessaire à une bonne gestion du risque incendie, notamment en extérieur et produire un plan facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire,
- faire procéder au contrôle de l'ensemble des extincteurs du site,
- transmettre le rapport relatif à la dernière vérification périodique des installations électriques qui a été réalisée le 3 avril 2024,
- faire contrôler la mise à la terre de la cuve de distribution du gasoil,
- produire la note de calcul de besoin en rétention et la consigne relative aux dispositifs d'obturation des réseaux.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9

Prescription contrôlée :

Rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées

Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes

La superficie de l'aire de transit étant :	Régime
1. Supérieure à 10 000 m ²	Enregistrement
2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Déclaration

Rubrique 2710.2 de la nomenclature des installations classées

Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets - Collecte de déchets non dangereux

2. Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	Régime
a) Supérieur ou égal à 300 m ³	Enregistrement
b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Déclaration avec contrôle périodique

Rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques

Le volume susceptible d'être entreposé étant :	Régime
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Enregistrement
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Déclaration avec contrôle périodique

Rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées

Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux

La surface étant :	Régime
1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²	Enregistrement
2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²	Déclaration

Rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	Régime
1. Supérieure ou égale à 1 000 m ³	Enregistrement
2. Supérieure ou égale à 100 m ³ et inférieure à 1 000 m ³	Déclaration

Rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées

Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	Régime
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Enregistrement
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Déclaration avec contrôle périodique

Rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées

Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux

La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Régime
1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	Autorisation
2. Autres cas	Déclaration avec contrôle périodique

Constats :

Le récépissé n° 11/IC/395 du 30 mai 2011 a été délivré à la société Anchen Avantages pour l'exploitation, sous le régime de la déclaration, d'une plate-forme de tri et de transit de déchets au titre des rubriques :

- 2714 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois),
- 2716 (transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes),
- 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux),
- 2710 (installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets),
- 2517 (station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes).

La société Anchen Avantages a déclaré le 25 avril 2014, objet du récépissé n° 14/IC/25 délivré le 15 mai 2014 :

- le changement de raison sociale de l'établissement, devenant la société Anchen Environnement,
- une nouvelle activité relevant de la rubrique 2711 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques) sous le régime de la déclaration.

La société JDS Alliance a procédé à la déclaration de changement d'exploitant à son profit. Elle bénéficie à ce titre de la preuve de dépôt n°A-2-NRFYLT6C en date du 1er février 2022.

Un point sur la situation administrative de l'établissement a été fait en séance, repris ci-après :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2711-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques	$V \leq 120 \text{ m}^3$	Déclaration avec Contrôle périodique
2710-1	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets	$Q \leq 6 \text{ t}$	Déclaration avec Contrôle périodique
2710-2	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets	$V = 256 \text{ m}^3$ soit 8 bennes de 32 m^3	Déclaration avec Contrôle périodique
2713	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	$V = 10 \text{ m}^3$ $S < 100 \text{ m}^2$	Non Classé
2714.2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	$< 1\,000 \text{ m}^3$	Déclaration
2716.2	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes	300 m^3 déchets verts	Déclaration avec Contrôle périodique

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2718.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux	$Q < 1 \text{ t}$	Déclaration avec Contrôle périodique
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	$S < 5\,000 \text{ m}^2$	Non Classé
2713	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	$V = 15 \text{ m}^3$ (1 benne) $S < 100 \text{ m}^2$	Non Classé

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant se positionne sur la situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées en précisant notamment les quantités, surfaces ou volumes relatifs à chaque rubrique.

De plus, l'exploitant se positionne au regard de la rubrique 1510 (stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Moyens de lutte contre l'incendie – Extincteurs, plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté en séance un plan affiché dans les locaux précisant la localisation de deux extincteurs. Une partie des extincteurs présents sur site ne sont pas représentés.

Le plan produit en séance est incomplet et ne couvre pas l'ensemble des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Il a été constaté en inspection la présence d'un seul extincteur en extérieur. L'extincteur présent sur la zone de tri est peu accessible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois, l'exploitant :

- réévalue la quantité d'extincteurs nécessaire à une bonne gestion du risque incendie, notamment en extérieur,
- rend plus accessible l'extincteur de la zone de tri,
- produit un plan des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Sous le même délai, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, le plan mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N°3 : Moyens de lutte contre l'incendie – Points d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1
Prescription contrôlée : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; [...]
Constats : Pour les installations déclarées avant le 1 ^{er} juillet 2018, ce point de contrôle n'est pas opposable. L'exploitant précise qu'un poteau incendie faisant partie du réseau de la zone industrielle est présent à environ 100 mètres, avenue Charles Peyrou.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat L'inspection des installations classées ne formule pas de demande à la suite du constat.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Moyens de lutte contre l'incendie – Réserve de sable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1
Prescription contrôlée : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none">- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre et des pelles. [...]
Constats : L'installation est dotée d'une réserve de matériaux adaptés à la lutte contre l'incendie et des pelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées ne formule pas de demande à la suite du constat.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Moyens de lutte contre l'incendie – Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1
Prescription contrôlée : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; [...]
Constats : Pour les installations déclarées avant le 1 ^{er} juillet 2018, ce point de contrôle n'est pas opposable. Les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ne sont pas dotés d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées ne formule pas de demande à la suite du constat.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – Vérification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 4.1

Prescription contrôlée :

[...] Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

L'exploitant a produit en séance :

- le rapport de visite établi par la société CHRONOFEU en date du 10 janvier 2023 portant sur 68 extincteurs couvrant notamment le dépôt, les locaux administratifs et les véhicules. Il est à noter que le rapport signale des besoins de remplacement ou des absences de matériel. L'exploitant a produit une facture en date du 24 janvier 2024 portant notamment sur des fournitures et prestations liées à l'entretien des extincteurs,
- le rapport de visite établi par la société CHRONOFEU en date du 18 avril 2024 portant sur un extincteur situé en extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois, l'exploitant fait réaliser un contrôle portant sur l'ensemble des extincteurs présents sur le site. Sous le même délai, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de visite réalisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N°7 : Dispositifs de prévention des accidents – Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 2.5

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

L'exploitant a produit en séance le registre de suivi des actions de contrôle portant sur les installations électriques. Un contrôle par thermographie a été réalisé le 12 janvier 2024. La dernière vérification périodique des installations électriques a été réalisée le 3 avril 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant transmet le rapport relatif à la dernière vérification périodique des installations électriques qui a été réalisée le 3 avril 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°8 : Dispositifs de prévention des accidents – Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 2.6

Prescription contrôlée :

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits ou déchets qu'ils contiennent.

Constats :

Une cuve métallique est présente sur le site pour la distribution de gasoil. La conformité de la mise à la terre n'a pas pu être contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois, l'exploitant fait contrôler la mise à la terre de l'équipement,

Sous le même délai, l'exploitant justifie à l'inspection des installations classées que l'équipement métallique est mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N°9 : Dispositifs de prévention des accidents – Capacité et obturation des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - Article 2.9

Prescription contrôlée :

Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.

Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Constats :

Le site dispose d'un bassin de collecte des eaux de ruissellement du site. Celui-ci est situé à l'extérieur du site et est clôturé. Les extérieurs sont entretenus. L'exploitant n'a pas pu justifier du dimensionnement de la capacité de rétention.

L'exploitant a désigné, lors de la visite terrain, les obturateurs gonflables à positionner sur les regards pour la mise en rétention. La procédure de mise en œuvre reste à formaliser.

Observations :

Sous trois mois, en relation avec les besoins en eaux d'extinction incendie, l'exploitant produit le calcul de dimensionnement de la capacité de rétention ainsi que la consigne relative à la mise à œuvre des dispositifs d'obturation des réseaux.

Sous le même délai, l'exploitant transmet le calcul des besoins en rétention et la consigne relative à la mise à œuvre des dispositifs d'obturation des réseaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois